

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 13 MARS 1912.

Proposition de loi réglementant le travail dans les boulangeries et pâtisseries.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Le 13 février 1912, MM. A. Verhaegen, A. Henderickx, A. Huyshauwer, P. Wauwermans, G. Helleputte et de Ghellinck d'Elseghem ont déposé une proposition de loi « concernant le travail de nuit et le repos dominical du personnel des boulangeries et pâtisseries ».

Cette proposition ne visait pas « les ouvriers qui travaillent seuls ou avec le concours de membres de leur famille demeurant chez eux ». En fait, elle excluait donc du bénéfice de la loi la très grande majorité des ouvriers boulangers et elle n'imposait de charges nouvelles d'outillage qu'aux boulangeries les mieux conditionnées et les mieux aérées, où les salaires sont les plus élevés.

C'est la raison pour laquelle cette proposition a été déclarée insuffisante par les ouvriers boulangers chrétiens et socialistes de Bruxelles, à leur meeting tenu à l'*Ancienne Bourse*, le 3 mars 1912. L'assemblée, unanime, a adopté ensuite deux ordres du jour quasi identiques, l'un rédigé en langue française et présenté par le syndicat socialiste, l'autre, rédigé en langue néerlandaise et présenté par le syndicat chrétien. En voici le texte, dont l'original français nous a été remis par le président du Comité mixte :

« Considérant que la boulangerie, par les conditions dans lesquelles la profession est exercée, est une industrie éminemment malsaine; qu'elle détruit la santé de l'ouvrier et le prédispose à contracter des maladies mortelles, notamment l'asthme et la tuberculose;

» Considérant qu'il est du devoir des pouvoirs publics d'intervenir pour la réglementer et diminuer ainsi les risques qui menacent infailliblement les travailleurs ;

» Considérant que le travail de nuit épuise l'ouvrier d'autant plus que ce travail se fait dans une température qui atteint souvent 37 à 40 degrés de chaleur et parfois davantage ;

» Considérant qu'il est démontré et admis par les patrons que le travail de nuit ne répond à aucune nécessité et qu'il n'a été introduit que par les effets de la concurrence ;

» Considérant que le travail de nuit peut, par conséquent, être supprimé sans nuire en aucune façon à l'industrie de la boulangerie ;

» Considérant — en ce qui concerne le travail du dimanche — que l'industrie de la boulangerie ne peut être classée parmi celles dont les produits doivent être consommés immédiatement ;

» Considérant que le travail du dimanche prive complètement l'ouvrier boulanger de la vie et des joies de la famille,

» Les ouvriers boulangers de Bruxelles et agglomération, ainsi que le nombreux public réunis au meeting public et contradictoire à l'*Ancienne Bourse*, Grand'Place, à Bruxelles, ce jourd'hui, 3 mars 1912, émettent le vœu de voir les Chambres législatives adopter une proposition de loi concernant la suppression du travail de nuit et du dimanche dans les boulangeries et basée sur les principes suivants :

» 1° Le travail de nuit sera totalement supprimé dans les boulangeries et établissements similaires du pays ;

» 2° Le travail des boulangers sera interrompu depuis 9 heures du soir jusqu'à 5 heures du matin ;

» 3° Pour ce qui concerne le travail de la préparation, les personnes nécessaires à cette besogne pourront commencer le travail une heure plus tôt, soit à 4 heures du matin ;

» 4° Le travail du dimanche sera interdit. Toutefois il sera autorisé de continuer le travail les samedis et veilles des jours de fêtes jusqu'à minuit ;

» 5° La journée de travail, à cause de la température élevée dans les ateliers, sera limitée à huit heures ;

» 6° Le cube d'air à déterminer d'après les lois sur l'hygiène publique devra être strictement respecté ;

» 7° Toutes les boulangeries et établissements similaires du pays seront soumis à l'inspection du Gouvernement, qui fera appel à la compétence des hommes du métier membres des syndicats.

» Le Comité mixte des ouvriers boulangers de Bruxelles et agglomération, organisateur du meeting :

» Pour le Secrétaire,

Le Président rapporteur,

» CLÉMENT DE COCK.

TH. JONCKHEERE.

» Ce 3 mars 1912. »

Après le vote de ce texte, qui ressemble étrangement à l'ordre du jour adopté par notre Congrès syndical de 1909, nous avons pris l'engagement de déposer une proposition de loi, conçue dans le sens des observations présentées par les orateurs socialistes et chrétiens, et nous avons emprunté l'article 1^{er}, article fondamental, à la proposition de M. Godart, déposée au Parlement français.

Bien que l'enquête gouvernementale sur le travail dans les boulangeries ne soit pas encore terminée, nous osons affirmer, sur la foi de techniciens expérimentés, que l'application de cette loi ne sera pas de nature à créer de grandes difficultés. Dans certaines grandes boulangeries, il faudra certes perfectionner et augmenter l'outillage. Dans les petites boulangeries, peut-être sera-t-il nécessaire de modifier l'ordonnance du travail. Mais les grandes et petites boulangeries socialistes ont déclaré, à leur Congrès du 3 mars 1912, qu'elles sont prêtes à appliquer une loi générale, et, ce qu'elles font, les entreprises similaires peuvent le faire également. Si elles ont protesté contre la proposition de loi Wauwermans, ce n'est pas qu'elles sont adversaires du principe de la réglementation, mais parce qu'elles ne voulaient pas être dupes d'une manœuvre consistant à faire de la protection sociale à rebours.

CAM. HUYSMANS.

(4)

Proposition de loi réglementant le travail dans les boulangeries et pâtisseries.

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit de fabriquer du pain et de la pâtisserie la nuit, c'est-à-dire entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Cette interdiction s'applique à tous les travaux qui, directement ou indirectement, concourent à la fabrication du pain et de la pâtisserie.

ART. 2.

Toutefois, les travaux de préparation pour la fabrication du pain et de la pâtisserie pourront commencer à 4 heures du matin, et, sans préjudice aux stipulations de l'article 3, la durée de la journée normale pourra être prolongée jusqu'à minuit, le samedi et la veille des jours fériés.

ART. 3.

Le personnel occupé à la fabrication du pain et de la pâtisserie ne pourra être employé au travail plus de six jours par semaine et de huit heures par jour.

ART. 4.

Le Gouvernement est autorisé à prescrire les mesures propres à assurer la salubrité des locaux de travail et en particulier à y imposer un cube d'air suffisant.

Wetsvoorstel houdende regeling van den arbeid in de brood- en pastebakkerijen.

EERSTE ARTIKEL.

Het is verboden brood en gebak te vervaardigen des nachts, dat wil zeggen tusschen 9 uur 's avonds en 5 uur 's morgens.

Dit verbod is van toepassing op al de werkzaamheden die, rechtstreeks of onrechtstreeks, het vervaardigen van brood en van gebak betreffen.

ART. 2.

De voorbereidende werkzaamheden voor het vervaardigen van brood en gebak mogen echter beginnen te 4 uur 's morgens, en, onverminderd de bepalingen van artikel 3, mag de duur van den gewonen arbeidsdag tot middernacht worden verlengd op Zaterdag en den avond vóór de feestdagen.

ART. 3.

Het personeel werkzaam bij het vervaardigen van brood en gebak mag niet langer dan zes dagen per week en acht uren per dag worden gebezigd bij den arbeid.

ART. 4.

De Regèering wordt gemachtigd de maatregelen voor te schrijven, geschikt om de arbeidslokalen gezond te maken en, in 't bijzonder, om er genoeg lucht in te houden.

ART. 5.

Des inspecteurs spéciaux, chargés de surveiller l'application de la présente loi, seront nommés par le ministre compétent sur présentation d'une liste double de candidats élus par les ouvriers de la profession, figurant sur la liste des électeurs au Conseil des prud'hommes.

ART. 6.

Les articles 13 à 20 de la loi du 17 juillet 1905 sont applicables à la recherche, l'instruction et la répression des infractions aux dispositions qui précèdent.

ART. 7.

La présente loi entrera en vigueur six mois après sa publication.

ART. 5.

Bijzondere opzieners, gelast te zorgen voor de toepassing van deze wet, worden door den betrokken minister benoemd uit eene dubbele voordracht kandidaten, verkozen door de werklieden die het bedrijf uitoefenen en voorkomen op de lijst van de kiezers voor de Werkrechtersraden.

ART. 6.

De artikelen 13 tot 20 der wet van 17 Juli 1905 zijn van toepassing op het opsporen, onderzoeken en beteugelen der overtredingen van bovenstaande bepalingen.

ART. 7.

Deze wet treedt in werking zes maanden na hare bekendmaking.

CAM. HUYSMANS.

E. ROYER.

EMILE VANDERVELDE.

ANT. DELPORTE.

L. BERTRAND.

E. ANSEELE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 MAART 1912.

Wetsvoorstel houdende regeling van den arbeid in de brood-
en pasteibakkerijen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op 13 Februari 1912 hebben de heeren A. Verhaegen, A. Henderickx, A. Huyshauwer, P. Wauwermans, G. Helleputte en de Ghellinck d'Elseghem een wetsvoorstel ingediend « betreffende den nachtarbeid en de Zondagsrust van het personeel der brood- en pasteibakkerijen ».

In dit voorstel werden niet bedoeld de werklieden die alleen arbeiden of met de hulp van leden hunner familie, bij hen inwonende. Feitelijk beroofde het dus van de weldaad der wet de zeer groote meerderheid van de bakkersgasten en legde alle nieuwe lasten van uitrusting op aan de bakkerijen die 't best zijn ingericht, 't best voldoen aan de vereischten van luchtverversching en waar de loonen het hoogst zijn.

Daarom ook werd bedoeld voorstel onvoldoende bevonden door de christen en de socialistische bakkersgasten op de meeting, door hen in de *Oude Beurs* gehouden den 3ⁿ Maart 1912. De vergadering heeft vervolgens eenparig twee bijna gelijklopende voorstellen van dagorde aangenomen, een in 't Fransch opgesteld en uitgaande van den socialistischen vakbond, het tweede in 't Nederlandsch opgesteld en uitgaande van den christen vakbond. Wij bezitten enkel den oorspronkelijken Franschen tekst daarvan; hij werd ons overgemaakt door den voorzitter van het gemengd comiteit en luidt aldus :

« Overwegende, dat het bakkersbedrijf, zooals het wordt uitgeoefend, eene hoogst ongezonde nijverheid is; dat zij de gezondheid van den werkmans vernietigt en dezen vatbaar maakt voor doodelijke ziekten, als daar zijn: aamborstigheid en tering »;

» Overwegende, dat het voor de Staatsmachten plicht is op te treden om

ze te regelen en aldus de gevaren, die den werkman onvermijdelijk bedreigen, te verminderen ;

» Overwegende, dat nachtarbeid den werkman uitput, te meer daar deze arbeid wordt verricht in eene luchtgesteldheid van dikwijls 37 tot 40 warmtegraad en soms meer ;

» Overwegende, dat het is bewezen en door de patroons aangenomen dat nachtarbeid niet beantwoordt aan eenige noodzakelijkheid en alleen ten gevolge van mededinging werd ingevoerd ;

» Overwegende, dat nachtarbeid bijgevolg kan worden afgeschaft zonder op eenige wijze het bakkersbedrijf te schaden ;

» Overwegende, dat, wat betreft den arbeid op Zondag, het bakkersbedrijf niet kan worden gerangschikt onder de bedrijven waarvan de producten dadelijk moeten verbruikt worden ;

» Overwegende, dat de arbeid op Zondag den bakkersgast volkomen onttrekt aan het familieleven en aan de familievreugden,

» Drukken de bakkersgasten van Brussel en voorsteden, alsmede het talrijk publiek, heden 3 Maart 1912 vereenigd in de *Oude Beurs*, Groote Markt te Brussel, op de openbare meeting met debat, den wensch uit dat de Wetgevende Kamers hun wetsvoorstel betreffende het afschaffen van den arbeid des nachts en op Zondag in de bakkerijen zou aannemen, wetsvoorstel gegrond op de volgende beginselen :

» 1^o Nachtarbeid wordt volkomen afgeschaft in de bakkerijen en in gelijksoortige inrichtingen des lands ;

» 2^o De arbeid der bakkers wordt onderbroken van 9 uur 's avonds tot 5 uur 's morgens ;

» 3^o Wat betreft het uur van voorbereiding, mogen de daarvoor noodige personen den arbeid een uur vroeger beginnen, dus te 4 uur 's morgens ;

» 4^o De arbeid op Zondag is verboden. Echter is het geoorloofd den arbeid tot middernacht voort te zetten op Zaterdag en den avond vóór de feestdagen ;

» 5^o Met het oog op de hoge temperatuur die in de werkplaatsen heerscht, wordt de arbeidsdag beperkt tot acht uren ;

» 6^o Van de voorschriften betreffende de kubieke hoeveelheid lucht, volgens de wetten op de openbare gezondheid te bepalen, mag volstrekt niet afgeweken worden ;

» 7^o Al de bakkerijen en soortgelijke inrichtingen des lands worden onderworpen aan het toezicht der Regeering ; deze doet een beroep op de vakmannen die tot de vakverenigingen behooren.

» Het gemengd Comité der bakkersgasten van Brussel en voorsteden, inrichters van de meeting :

» Voor de Secretaris,

De Voorzitter-verslaggever,

» CLEMENT DE COCK.

TH. JONCKHEERE.

» Den 3^e Maart 1912. »

Na goedkeuring van bovenstaanden tekst, die op treffende wijze doet denken aan de dagorde aangenomen op ons Congres voor vakvereenigingen, in 1909, hebben wij er ons toe verbonden een wetsvoorstel in te dienen, opgevat in den zin der opmerkingen die werden uiteengezet door de socialistische en christen sprekers en wij hebben het hoofdartikel, — artikel 1, — ontleend aan het wetsvoorstel in Frankrijk ingediend door den heer Godart.

Alhoewel het onderzoek naar den arbeid in de broodbakkerijen, door de Regeering ingesteld, nog niet is afgelopen, durven wij, ons verlatende op ervaren vakmannen, bevestigen dat de toepassing van deze wet geene aanleiding zal geven tot groote moeilijkheden. Ongetwijfeld zal men de uitrusting van sommige groote bakkerijen moeten uitbreiden. Wellicht zal het in de kleine bakkerijen noodig zijn de arbeidsregeling te wijzigen. Doch, op haar Congres van 3 Maart 1912, hebben de groote en kleine socialistische bakkerijen verklaard dat ze bereid zijn eene algemeene wet toe te passen, en wat zij kunnen, kan ook worden gedaan door ondernemingen van denzelfden aard. Zoo ze zijn opgekomen tegen het voorstel des heeren Wauwermans, dan is het niet omdat ze vijandig zijn aan het stelsel van wettelijke regeling, maar wel omdat ze het slachtoffer niet wilden zijn van eene handelwijze gelijkstaande met averechtsche sociale bescherming.

CAM. HUYSMANS.

Proposition de loi réglementant le travail dans les boulangeries et pâtisseries.

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit de fabriquer du pain et de la pâtisserie la nuit, c'est-à-dire entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Cette interdiction s'applique à tous les travaux qui, directement ou indirectement, concourent à la fabrication du pain et de la pâtisserie.

ART. 2.

Toutefois, les travaux de préparation pour la fabrication du pain et de la pâtisserie pourront commencer à 4 heures du matin, et, sans préjudice aux stipulations de l'article 3, la durée de la journée normale pourra être prolongée jusqu'à minuit, le samedi et la veille des jours fériés.

ART. 3.

Le personnel occupé à la fabrication du pain et de la pâtisserie ne pourra être employé au travail plus de six jours par semaine et de huit heures par jour.

ART. 4.

Le Gouvernement est autorisé à prescrire les mesures propres à assurer la salubrité des locaux de travail et en particulier à y imposer un cube d'air suffisant.

Wetsvoorstel houdende regeling van den arbeid in de brood- en pastebakkerijen.

EERSTE ARTIKEL.

Het is verboden brood en gebak te vervaardigen des nachts, dat wil zeggen tusschen 9 uur 's avonds en 5 uur 's morgens.

Dit verbod is van toepassing op al de werkzaamheden die, rechtstreeks of onrechtstreeks, het vervaardigen van brood en van gebak betreffen.

ART. 2.

De voorbereidende werkzaamheden voor het vervaardigen van brood en gebak mogen echter beginnen te 4 uur 's morgens, en, onverminderd de bepalingen van artikel 3, mag de duur van den gewonen arbeidsdag tot middernacht worden verlengd op Zaterdag en den avond vóór de feestdagen.

ART. 3.

Het personeel werkzaam bij het vervaardigen van brood en gebak mag niet langer dan zes dagen per week en acht uren per dag worden gebezigd bij den arbeid.

ART. 4.

De Regeering wordt gemachtigd de maatregelen voor te schrijven, geschikt om de arbeidslokalen gezond te maken en, in 't bijzonder, om er genoeg lucht in te houden.

ART. 5.

Des inspecteurs spéciaux, chargés de surveiller l'application de la présente loi, seront nommés par le ministre compétent sur présentation d'une liste double de candidats élus par les ouvriers de la profession, figurant sur la liste des électeurs au Conseil des prud'hommes.

ART. 6.

Les articles 13 à 20 de la loi du 17 juillet 1905 sont applicables à la recherche, l'instruction et la répression des infractions aux dispositions qui précèdent.

ART. 7.

La présente loi entrera en vigueur six mois après sa publication.

ART. 5.

Bijzondere opzieners, gelast te zorgen voor de toepassing van deze wet, worden door den betrokken minister benoemd uit eene dubbele voordracht kandidaten, verkozen door de werklieden die het bedrijf uitoefenen en voorkomen op de lijst van de kiezers voor de Werkrechtersraden.

ART. 6.

De artikelen 13 tot 20 der wet van 17 Juli 1905 zijn van toepassing op het opsporen, onderzoeken en beteugelen der overtredingen van bovenstaande bepalingen.

ART. 7.

Deze wet treedt in werking zes maanden na hare bekendmaking.

CAM. HUYSMANS.

E. ROYER.

EMILE VANDERVELDE.

ANT. DELPORTE.

L. BERTRAND.

E. ANSEELE.

